

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie, des finances,
du budget et de la fonction publique

Papeete, le - 7 MARS 2016

N° 29 - 2016

Document mis
en distribution

Le 07 MAR. 2016

RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant modification des règles relatives à la reprise d'ancienneté des attachés d'administration, des ingénieurs et des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par les représentants M. Antonio PEREZ et M^{me} Virginie BRUANT

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 883/PR du 12 février 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant modification des règles relatives à la reprise d'ancienneté des attachés d'administration, des ingénieurs et des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française.

Dans la fonction publique, les emplois permanents sont occupés par des fonctionnaires recrutés par concours ou par des agents non titulaires recrutés pour une durée déterminée. Les cas dans lesquels il est possible de recourir à un agent non titulaire sont énumérés de façon exhaustive par l'article 33 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.

À l'exception de certains cadres d'emplois de la filière santé, tels que celui des praticiens hospitaliers¹ ou des infirmiers², les dispositions relatives à la nomination des fonctionnaires ou au recrutement en qualité d'agent non titulaire ne prévoient pas de reprise d'ancienneté des services effectués dans le secteur privé.

Dans les autres filières, seule est prise en compte, lors de la nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire, une fraction des durées de service effectuées en qualité de fonctionnaire de la Polynésie française (accession à un nouveau cadre d'emplois) ou d'agent non titulaire dans un service ou un établissement public administratif de la Polynésie française. En revanche, lors du recrutement d'un agent non titulaire, cette ancienneté n'est pas prise en compte.

Ainsi, hors filière santé, les agents non titulaires sont rémunérés au premier échelon, à l'exception des agents recrutés pour occuper un emploi nécessitant des compétences techniques spécialisées³, qui peuvent être rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels après agrément du conseil des ministres⁴.

¹ Cf. Délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française (art. 26) et Délibération n° 97-198 APF du 24 octobre 1997 portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers des structures hospitalières publiques de la direction de la santé (art. 15)

² Cf. Délibération n° 2010-3 APF du 28 janvier 2010 portant statut particulier des personnels infirmiers de la fonction publique de la Polynésie française (art. 31)

³ Cf. Délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française (art. 33, 2°)

⁴ Cf. Délibération n° 2004-15 APF du 22 janvier 2004 modifiée relative aux agents non titulaires des services et des établissements publics administratifs de la Polynésie française (art. 21, deuxième alinéa)

Or, l'administration a quelquefois besoin de recruter un attaché d'administration, un ingénieur, voire un technicien qui dispose déjà d'une expérience avérée dans un secteur spécifique, pour effectuer une mission qui n'est pas forcément pérenne. Cependant, l'absence de possibilité de prendre en compte l'ancienneté lors du recrutement d'un agent non titulaire, permet rarement de réaliser ce type d'embauche, les personnes pressenties refusant d'être rémunérées en deçà de la rémunération à laquelle elles pourraient prétendre dans le privé. Dans le même sens, intégrer la fonction publique par voie de concours n'est pas intéressant en termes de rémunération pour ces personnels.

Par ailleurs, le recrutement de ces personnels pour occuper un emploi nécessitant des compétences techniques spécialisées n'est pas toujours possible, ce cas de recours étant envisagé de manière très restrictive.

Aussi, pour éviter que l'administration se prive de ces compétences, le présent projet de délibération modifie les règles de reprise d'ancienneté dans les cadres d'emplois des attachés d'administration, des ingénieurs et des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française (*cf. Tableau comparatif annexé au présent rapport*).

À l'instar de ce qui est prévu dans la fonction publique métropolitaine⁵, il est proposé de prendre en compte la moitié des services effectués dans le secteur privé dans la limite de sept années, dès lors que les fonctions ont été exercées dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois considéré.

Un arrêté en conseil des ministres viendra déterminer les emplois concernés par ces dispositions, en s'appuyant sur un référentiel existant, telle que la « *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des emplois salariés d'entreprise (PCS-ESE 2003)* » réalisée par l'INSEE.

Ces reprises d'ancienneté seront applicables lors de la nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire, mais également lors d'un recrutement en qualité d'agent non titulaire.

Le Conseil supérieur de la fonction publique a émis un avis favorable à ce projet de délibération dans sa séance du 1^{er} juillet 2015.

Il convient en outre d'indiquer que lors des travaux en commission législative, le 3 mars dernier, 3 amendements au présent projet, présentés par le ministre en charge de la fonction publique, ont été adoptés afin de permettre, dans les cadres d'emplois considérés, la reprise à 100 % de l'ancienneté acquise en qualité d'agent public dans un emploi équivalent – *y compris l'ancienneté acquise en qualité d'agent public des communes de la Polynésie française* –, et la reprise à hauteur de 75 % de l'ancienneté acquise en qualité de collaborateur de cabinet présidentiel et ministériel, dans un emploi équivalent.

*
* *

Tel est donc l'objet du projet de délibération ci-joint, que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Antonio PEREZ

Virginie BRUANT

⁵ Cf. Décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale (art. 9)

Projet de délibération portant modification des règles relatives à la reprise d'ancienneté des attachés d'administration, des ingénieurs et des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française
(Lettre n° 883/PR du 12-2-2016)

DÉLIBÉRATION N° 95-226 AT DU 14 DÉCEMBRE 1995 MODIFIÉE PORTANT STATUT PARTICULIER DU CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHÉS D'ADMINISTRATION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE		
DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES avant examen en commission	MODIFICATIONS PROPOSÉES à l'issue des travaux en commission
TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION	TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION	TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION
<p>Art. 8</p> <p>Les stagiaires sont rémunérés sur la base de l'indice afférent au 1^{er} échelon du grade d'attaché. Lors de leur titularisation, ils sont nommés au 2^e échelon de leur grade.</p> <p>Toutefois, ceux qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire ou d'agent non fonctionnaire de l'administration au sens de la convention collective des ANFA, perçoivent, durant le stage, le traitement indiciaire ou la rémunération de base correspondant à leur situation antérieure si ce traitement ou cette rémunération est supérieur à celui correspondant au 1^{er} échelon du grade d'attaché.</p> <p>Lorsque les agents visés à l'alinéa 2 du présent article sont titularisés, ils sont classés dans leur grade dans les conditions fixées pour les fonctionnaires aux articles 9, 10 et 11 de la présente délibération, sans qu'il soit tenu compte de la prolongation de stage prévue au dernier alinéa de l'article 7.</p>	<p>Art. 8</p> <p>Les stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade d'attaché. Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 9 à 13 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade d'attaché d'administration déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</p> <p>La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 9 à 13 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.</p> <p>Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.</p> <p>Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.</p> <p>En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</p>	<p>Art. 8</p> <p>Les stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade d'attaché. Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 9 à 13 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade d'attaché d'administration déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</p> <p>La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 9 à 13 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.</p> <p>Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.</p> <p>Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.</p> <p>En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</p>
<p>Art. 9</p> <p>Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois de catégorie A, ou titulaires d'un emploi de même niveau, sont classés à l'échelon comportant un indice égal, ou à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade ou leur emploi d'origine.</p>		

<p>Dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédent grade ou emploi lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur élévation audit échelon.</p> <p>Les candidats nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade ou emploi conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur élévation audit échelon.</p>		
<p>Art.10</p> <p>Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois de catégorie B sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon, une partie de leur ancienneté retenue dans cette catégorie.</p> <p>L'ancienneté reconnue est la durée de la carrière nécessaire pour accéder au grade et à l'échelon que les intéressés ont atteint, à la date de leur admission comme stagiaire augmentée, le cas échéant, de l'ancienneté acquise dans ces échelons.</p> <p>La durée de la carrière est calculée sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de la durée statutaire maximale du temps passé dans les échelons du grade détenu ; b) lorsqu'il y a lieu, de l'ancienneté en catégorie B qu'il est nécessaire d'acquérir au minimum dans le ou les grades inférieurs pour accéder au grade détenu, en tenant compte pour les avancements d'échelon, de la durée statutaire maximale. <p>L'ancienneté retenue ainsi déterminée n'est pas prise en compte en ce qui concerne les 5 premières années ; elle est prise en compte à raison de la moitié pour la fraction comprise entre 5 ans et 12 ans et des 3/4 pour l'ancienneté excédant 12 ans.</p> <p>L'application des dispositions qui précèdent ne peut pas avoir pour effet de classer un fonctionnaire dans une situation plus favorable que celle qui aurait été la sienne si, préalablement à sa nomination dans le cadre d'emplois, il avait été promu au grade supérieur.</p>		
<p>Art. 11</p> <p>Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois de catégorie C ou D sont classés à un échelon déterminé du grade d'attaché en appliquant les modalités prévues à l'article 10 ci-dessus à la fraction de l'ancienneté qui aurait été prise en compte pour le reclassement en catégorie B.</p>		

	<p><u>Art. 11 bis</u></p> <p>Lorsque les agents sont classés en application des articles 9 à 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés d'administration.</p>	<p><u>Art. 11 bis</u></p> <p>Lorsque les agents sont classés en application des articles 9 à 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés d'administration.</p>
<p><u>Art. 12</u></p> <p>Lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire, les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent contractuel dans le cadre des articles 33 ou 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 <i>susvisée</i>, de personnel des cabinets des membres du gouvernement, d'agent de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent de la délégation de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base des durées maximales exigées pour chaque avancement d'échelon, une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :</p> <p>1° Les services accomplis dans un emploi de niveau de la catégorie A sont retenus à raison de la moitié de leur durée jusqu'à douze ans et des 3/4 au-delà de 12 ans ;</p> <p>2° Les services accomplis dans un emploi de niveau de la catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les 7 premières années ; ils sont pris en compte à raison de 6/16^e pour la fraction comprise entre 7 ans et 16 ans et de 9/16^e pour l'ancienneté excédant 16 ans ;</p> <p>3° Les services accomplis dans un emploi du niveau de catégorie C ou D ne sont pas retenus en ce qui concerne les dix premières années ; ils sont pris en compte à raison de 10/16^e pour l'ancienneté excédant 10 ans.</p> <p>Cette ancienneté est conservée lors de leur titularisation.</p> <p>Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article sont applicables aux agents n'ayant pu en bénéficier lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire à compter de leur plus prochain avancement.</p> <p>Dans tous les cas, les services pris en compte doivent avoir été accomplis de façon continue. La continuité des services n'est interrompue ni par l'accomplissement des obligations du service national ni par les congés réguliers. Toutefois, sont retenus les services accomplis avant une interruption de fonction inférieure à 3 mois si l'interruption est du fait de l'agent, ou inférieure à un an dans le cas contraire.</p>	<p><u>Art. 12</u></p> <p>Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 <i>modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française</i>, de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement, d'agent de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :</p> <p>1° Les services accomplis dans un emploi de niveau de la catégorie A sont retenus à raison de la moitié de leur durée jusqu'à douze ans et des 3/4 au-delà de 12 ans ;</p> <p>2° Les services accomplis dans un emploi de niveau de la catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les 7 premières années ; ils sont pris en compte à raison de 6/16^e pour la fraction comprise entre 7 ans et 16 ans et de 9/16^e pour l'ancienneté excédant 16 ans ;</p> <p>3° Les services accomplis dans un emploi du niveau de catégorie C ou D ne sont pas retenus en ce qui concerne les dix premières années ; ils sont pris en compte à raison de 10/16^e pour l'ancienneté excédant 10 ans.</p> <p>Cette ancienneté est conservée lors de leur titularisation.</p>	<p><u>Art. 12</u></p> <p>1°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 <i>modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française</i>, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :</p> <p>- 100 % dans un emploi de catégorie A ou équivalente ;</p> <p>- 50 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;</p> <p>- 25 % dans un emploi de catégorie C ou D ou dans une catégorie équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.</p> <p>2°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent.</p>

<p>Les dispositions qui précèdent ne peuvent avoir pour effet de placer les intéressés dans une situation plus favorable que celle qui résulterait d'un classement à un échelon comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui perçu dans leur ancien emploi avec conservation de l'ancienneté d'échelon dans les conditions définies au 2° et 3° de l'article 9.</p> <p>En aucun cas, ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</p>		
<p><u>Art. 13</u></p> <p>Les stagiaires mentionnés au 3° de l'article 4 sont placés à l'échelon du grade d'attaché comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur cadre d'emplois d'origine.</p> <p>Lorsque leur nomination ne leur procure pas une augmentation de traitement égale ou supérieure à celle qu'ils auraient obtenue par avancement d'échelon dans leur situation, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dès leur précédent grade dans la limite nécessaire à un avancement d'échelon pour l'application de ces dispositions aux fonctionnaires parvenus à l'échelon maximum de leur grade.</p> <p>Lorsque ces fonctionnaires sont titularisés, ils sont placés à l'échelon et avec l'ancienneté d'échelon qu'ils détiennent au cours de leur titularisation, sans qu'il soit tenu compte de la prolongation éventuelle de la période de stage prévue à l'article 7 ci-dessus.</p>	<p><u>Art. 13</u></p> <p>Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les attachés d'administration sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.</p>	<p><u>Art. 13</u></p> <p>Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les attachés d'administration sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.</p>
	<p><u>Art. 13 bis</u></p> <p>Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 9 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.</p> <p>Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.</p> <p>Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.</p> <p>Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.</p>	<p><u>Art. 13 bis</u></p> <p>Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 9 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.</p> <p>Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.</p> <p>Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.</p> <p>Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.</p>

**DÉLIBÉRATION N° 95-230 AT DU 14 DÉCEMBRE 1995 MODIFIÉE PORTANT STATUT PARTICULIER DU CADRE D'EMPLOIS
DES INGÉNIEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES avant examen en commission	MODIFICATIONS PROPOSÉES à l'issue des travaux en commission
TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION	TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION	TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION
<p>Art. 9</p> <p>Les stagiaires sont <i>rémunérés sur la base de l'indice afférent</i> au 1^{er} échelon de leur grade. Lors de leur titularisation, ils sont nommés au 2^e échelon de leur grade.</p> <p>Toutefois, ceux qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire ou d'agent non fonctionnaire de l'administration au sens de la C.C. A.N.F.A., perçoivent, durant leur stage, le traitement indiciaire ou la rémunération de base correspondant à leur situation antérieure, si ce traitement ou cette rémunération est supérieur à celui correspondant au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur.</p> <p>Lorsque les agents visés à l'alinéa précédent sont titularisés, ils sont reclassés selon le cas, dans le grade d'ingénieur subdivisionnaire ou dans la seconde classe du grade d'ingénieur en chef de 1^{re} catégorie, dans les conditions fixées pour les fonctionnaires aux articles 10 et 11 sans qu'il soit tenu compte de la prolongation éventuelle du stage prévu au 2^e alinéa de l'article 7.</p> <p>Lorsque l'application des dispositions précédentes aboutit à classer les agents intéressés à un échelon doté d'un indice inférieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade ou emploi précédent, les intéressés conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur indice antérieur jusqu'au jour où ils bénéficient dans le nouveau grade d'un indice au moins égal.</p>	<p>Art. 9</p> <p>Les <i>ingénieurs subdivisionnaires</i> stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire. Néanmoins, les ingénieurs subdivisionnaires stagiaires qui peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 10 à 13 de la présente délibération, sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</p> <p>Les ingénieurs en chef stagiaires sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur en chef 2^e classe déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</p> <p>La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 10 à 13 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.</p> <p>Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.</p> <p>Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.</p> <p>En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</p>	<p>Art. 9</p> <p>Les <i>ingénieurs subdivisionnaires</i> stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire. Néanmoins, les ingénieurs subdivisionnaires stagiaires qui peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 10 à 13 de la présente délibération, sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</p> <p>Les ingénieurs en chef stagiaires sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur en chef 2^e classe déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</p> <p>La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 10 à 13 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.</p> <p>Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.</p> <p>Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.</p> <p>En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</p>
<p>Art. 10</p> <p>Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois de catégorie A, ou titulaires d'un emploi de même niveau, sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade ou leur emploi d'origine.</p> <p>Dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédent grade ou emploi lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur élévation audit échelon.</p>		

<p>Les candidats nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade ou emploi, conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur élévation audit échelon.</p>		
<p>Art. 11</p> <p>Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois de catégorie B sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon, une partie de leur ancienneté retenue dans cette catégorie.</p> <p>L'ancienneté reconnue est la durée de la carrière nécessaire pour accéder au grade et à l'échelon que les intéressés ont atteint, à la date de leur admission comme stagiaires, augmentée, le cas échéant, de l'ancienneté acquise dans ces échelons.</p> <p>La durée de la carrière est calculée sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) De la durée statutaire maximale du temps passé dans les échelons du grade détenu ; b) Lorsqu'il y a lieu, de l'ancienneté en catégorie B qu'il est nécessaire d'acquérir au minimum dans le ou les grades inférieurs pour accéder au grade détenu, en tenant compte pour les avancements d'échelon, de la durée statutaire maximale. <p>L'ancienneté retenue ainsi déterminée n'est pas prise en compte en ce qui concerne les 5 premières années ; elle est prise en compte à raison de la moitié pour la fraction comprise entre 5 ans et 12 ans et des 3/4 pour l'ancienneté excédant 12 ans.</p> <p>L'application des dispositions qui précèdent ne peut pas avoir pour effet de classer un fonctionnaire dans une situation plus favorable que celle qui aurait été la sienne si, préalablement à sa nomination dans le cadre d'emplois, il avait été promu au grade supérieur.</p>		
	<p>Art. 11 bis</p> <p><i>Lorsque les agents sont classés en application des articles 10 et 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs.</i></p>	<p>Art. 11 bis</p> <p><i>Lorsque les agents sont classés en application des articles 10 et 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs.</i></p>

Art. 12

~~Lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire~~, les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent **contractuel** dans le cadre des articles 33 ou 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 **susvisée**, de personnel des cabinets **des membres du** gouvernement, de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent de la délégation de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte, ~~sur la base des durées maximales exigées pour chaque avancement d'échelon~~ une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- a) Les services accomplis dans un emploi de niveau de catégorie A sont retenus à raison de la moitié de leur durée jusqu'à douze ans et des 3/4 au-delà de 12 ans ;
- b) Les services accomplis dans un emploi de niveau de catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les 7 premières années, ils sont pris en compte à raison des 6/16^e pour la fraction comprise entre 7 ans et 16 ans et des 9/16^e pour l'ancienneté excédant 16 ans ;
- c) Les services accomplis dans un emploi de niveau de catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les 7 premières années, ils sont pris en compte à raison des 6/16^e pour la fraction comprise entre 7 ans et 16 ans et des 9/16^e pour l'ancienneté excédant 16 ans ;

Cette ancienneté est conservée lors de leur titularisation.

~~Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article sont applicables aux agents n'ayant pu en bénéficier lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire à compter de leur plus prochain avancement.~~

~~Dans tous les cas, les services pris en compte doivent avoir été accomplis de façon continue. La continuité des services n'est interrompue ni par l'accomplissement des obligations du service national ni par les congés réguliers. Toutefois, sont retenus les services accomplis avant une interruption de fonctions inférieure à 3 mois si l'interruption est du fait de l'agent, ou inférieure à un an dans le cas contraire.~~

~~En aucun cas, ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.~~

Art. 12

Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'**agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration**, d'agent **non titulaire** dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 **modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française**, de personnel ~~des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le~~ gouvernement, d'agent de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- d) Les services accomplis dans un emploi de niveau de catégorie A sont retenus à raison de la moitié de leur durée jusqu'à douze ans et des 3/4 au-delà de 12 ans ;
- e) Les services accomplis dans un emploi de niveau de catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les 7 premières années, ils sont pris en compte à raison des 6/16^e pour la fraction comprise entre 7 ans et 16 ans et des 9/16^e pour l'ancienneté excédant 16 ans ;
- f) Les services accomplis dans un emploi de niveau de catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les 7 premières années, ils sont pris en compte à raison des 6/16^e pour la fraction comprise entre 7 ans et 16 ans et des 9/16^e pour l'ancienneté excédant 16 ans ;

Cette ancienneté est conservée lors de leur titularisation.

Art. 12

1°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'**agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration**, d'agent **non titulaire** dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 **modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française**, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent **public des communes de la Polynésie française** sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- 100 % dans un emploi de catégorie A ou équivalente ;

- 50 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;

- 25 % dans un emploi de catégorie C ou D ou dans une catégorie équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.

2°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent.

<p><u>Art. 13</u></p> <p>Les stagiaires mentionnés au 2° de l'article 4 et à l'article 5 sont placés à l'échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur cadre d'emplois d'origine.</p> <p>Lorsque leur nomination ne leur procure pas une augmentation de traitement égale ou supérieure à celle qu'ils auraient obtenue par avancement d'échelon dans leur précédente situation, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dès leur précédent grade dans la limite nécessaire à un avancement d'échelon.</p> <p>Lorsque ces fonctionnaires sont titularisés, ils sont placés à l'échelon et avec l'ancienneté d'échelon qu'ils détiennent au jour de leur titularisation, sans qu'il soit tenu compte de la prolongation éventuelle de la période de stage prévue à l'article 7 ci-dessus.</p>	<p><u>Art. 13</u></p> <p>Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des ingénieurs sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.</p>	<p><u>Art. 13</u></p> <p>Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des ingénieurs sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.</p>
	<p><u>Art. 13 bis</u></p> <p>Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 10 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.</p> <p>Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.</p> <p>Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.</p> <p>Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.</p>	<p><u>Art. 13 bis</u></p> <p>Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 10 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.</p> <p>Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.</p> <p>Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.</p> <p>Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.</p>

**DÉLIBÉRATION N° 95-231 AT DU 14 DÉCEMBRE 1995 MODIFIÉE PORTANT STATUT PARTICULIER DU CADRE D'EMPLOIS
DES TECHNICIENS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES avant examen en commission	MODIFICATIONS PROPOSÉES à l'issue des travaux en commission
TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION	TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION	TITRE III : NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION
<p><u>Art. 10</u></p> <p>Les stagiaires <i>mentionnés à l'article 7 sont rémunérés sur la base de l'indice afférent au 1^{er} échelon du grade de technicien. Lors de leur titularisation, ils sont nommés au 2^e échelon de leur grade.</i></p> <p><i>Toutefois, ceux qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire ou d'agent non fonctionnaire de l'administration au sens de la convention C.C. A.N.F.A. perçoivent, durant leur stage, le traitement indiciaire ou la rémunération de base correspondant à leur situation antérieure si ce traitement ou cette rémunération est supérieur à celui correspondant au 1^{er} échelon du grade de technicien ; cette disposition ne peut avoir pour effet d'assurer aux intéressés un traitement ou rémunération supérieur à celui auquel ils auraient droit s'ils étaient classés dans leur grade en application des articles ci-dessous.</i></p> <p><i>Lorsque les agents visés à l'alinéa 2 du présent article sont titularisés, ils sont classés dans leur grade dans les conditions fixées pour les fonctionnaires aux articles 11 et 12 de la présente délibération, sans qu'il soit tenu compte de la prolongation éventuelle de la période de stage prévue au 2° de l'article 9 ci-dessus.</i></p>	<p><u>Art. 10</u></p> <p>Les stagiaires <i>sont classés</i> au 1^{er} échelon du grade de technicien. <i>Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 11 à 14 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade de technicien déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</i></p> <p><i>La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 11 à 14 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.</i></p> <p><i>Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.</i></p> <p><i>Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.</i></p> <p><i>En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</i></p>	<p><u>Art. 10</u></p> <p>Les stagiaires <i>sont classés</i> au 1^{er} échelon du grade de technicien. <i>Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 11 à 14 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade de technicien déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.</i></p> <p><i>La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 11 à 14 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.</i></p> <p><i>Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.</i></p> <p><i>Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.</i></p> <p><i>En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</i></p>
<p><u>Art. 11</u></p> <p>Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois de catégorie B ou titulaires d'un emploi de même niveau, sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade ou leur emploi d'origine.</p> <p>Dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédent grade ou emploi lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulterait d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.</p> <p>Les candidats nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade ou emploi, conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur élévation audit échelon.</p>		

<p>Art. 12</p> <p>Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emploi de catégorie C ou D sont classés dans le grade de technicien sur la base de la durée maximum de service exigée pour chaque avancement d'échelon en prenant en compte une fraction de leur ancienneté dans leur cadre d'emplois.</p> <p>Cette ancienneté est retenue à raison des :</p> <p>a) 3/12^e lorsqu'il s'agit d'un cadre d'emplois de la catégorie D ;</p> <p>b) 8/12^e pour les 12 premières années et 7/12^e pour le surplus lorsqu'il s'agit d'un cadre d'emplois de catégorie C.</p> <p>L'application des dispositions qui précèdent ne peut avoir pour effet de classer un fonctionnaire dans une situation plus favorable que celle qui aurait été la sienne si, préalablement à sa nomination dans le cadre d'emplois, il avait été promu au grade supérieur.</p>		
	<p>Art. 12 bis</p> <p><i>Lorsque les agents sont classés en application des articles 11 et 12 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des techniciens.</i></p>	<p>Art. 12 bis</p> <p><i>Lorsque les agents sont classés en application des articles 11 et 12 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des techniciens.</i></p>
<p>Art. 13</p> <p>Lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire, les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent contractuel dans le cadre des articles 33 ou 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée, de personnel des cabinets des membres du gouvernement, d'agent de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent de la délégation de la Polynésie française voient les services accomplis à ce titre dans un emploi de niveau de catégorie B, dans un service ou dans un établissement public, pris en compte à raison des 3/4 de leur durée et ceux accomplis dans un emploi situé à un niveau inférieur à raison de la moitié de leur durée. Cette ancienneté est conservée lors de leur titularisation.</p> <p>Les dispositions de l'alinéa 1 du présent article sont applicables aux agents n'ayant pu en bénéficier lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire à compter de leur plus prochain avancement.</p>	<p>Art. 13</p> <p>Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement, d'agent de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, voient la durée des services accomplis à ce titre dans un emploi de niveau de catégorie B, dans un service ou un établissement public, prise en compte à raison des 3/4 de leur durée et ceux accomplis dans un emploi situé à un niveau inférieur à raison de la moitié de leur durée.</p>	<p>Art. 13</p> <p>1°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente ; - 50 % dans un emploi de catégorie C ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ; - 25 % dans un emploi de catégorie D ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.

<p>Dans tous les cas, les services pris en compte doivent avoir été accomplis de façon continue. La continuité des services n'est interrompue ni par l'accomplissement des obligations du service national ni par les congés réguliers. Toutefois, sont retenus les services accomplis avant une interruption de fonctions inférieure à 3 mois si cette interruption est du fait de l'agent, ou inférieure à un an dans le cas contraire.</p> <p>Les dispositions qui précèdent ne peuvent avoir pour effet de placer les intéressés dans une situation plus favorable que celle qui résulterait d'un classement à un échelon comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui perçu dans leur ancien emploi avec conservation de l'ancienneté d'échelon dans les conditions définies à l'article 11 ci-dessus.</p> <p>En aucun cas, ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.</p>		<p>2°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent.</p>
<p><u>Art. 14</u></p> <p>Les stagiaires mentionnés à l'article 8 sont placés à l'échelon du grade de technicien comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur emploi d'origine.</p> <p>Lorsque leur nomination ne leur procure pas une augmentation de traitement égale ou supérieure à celle qu'ils auraient obtenue par un avancement d'échelon dans leur précédente situation, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédent grade dans la limite nécessaire à un avancement d'échelon.</p> <p>Pour l'application de ces dispositions aux fonctionnaires parvenus à l'échelon maximum de leur grade, le bénéfice retiré de la nomination en qualité de technicien doit être comparé à l'augmentation de traitement obtenue lors du dernier avancement d'échelon dans le grade d'origine.</p> <p>Lorsque ces fonctionnaires sont titularisés, ils sont placés à l'échelon et avec l'ancienneté d'échelon qu'ils détiennent au jour de la titularisation, sans qu'il soit tenu compte de la prolongation éventuelle de la période de stage prévue à l'article 9 ci-dessus.</p>	<p><u>Art. 14</u></p> <p>Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des techniciens sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.</p>	<p><u>Art. 14</u></p> <p>Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des techniciens sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.</p> <p>Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.</p>
	<p><u>Art. 14 bis</u></p> <p>Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 11 à 14. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.</p> <p>Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.</p>	<p><u>Art. 14 bis</u></p> <p>Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 11 à 14. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.</p> <p>Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.</p>

	<p><i>Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.</i></p> <p><i>Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.</i></p>	<p><i>Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.</i></p> <p><i>Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.</i></p>
--	---	---

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DRH1600032DL

DÉLIBÉRATION N° 2016-24/APF

DU 24 MARS 2016

portant modification des règles relatives à la reprise d'ancienneté des attachés d'administration, des ingénieurs et des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique du 1^{er} juillet 2015 ;

Vu l'arrêté n° 142 CM du 12 février 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 763/2016/APF/SG du 18 mars 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 29-2016 du 7 mars 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 24 mars 2016 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- La délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifiée comme suit :

I. L'article 8 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 8.- Les stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade d'attaché. Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 9 à 13 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade d'attaché d'administration déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.

La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 9 à 13 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.

Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.

Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.

En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté. »

II. Il est inséré un article 11 bis rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 11 bis.- Lorsque les agents sont classés en application des articles 9 à 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés d'administration. »

III. L'article 12 est rédigé ainsi qu'il suit :

« 1°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- 100 % dans un emploi de catégorie A ou équivalente ;*
- 50 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;*
- 25 % dans un emploi de catégorie C ou D ou dans une catégorie équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.*

2°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent. »

IV. L'article 13 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 13.- Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les attachés d'administration sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.

Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article. »

V. Il est inséré un article 13 bis rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 13 bis.- Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 9 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.

Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française. »

Article 2.- La délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifiée comme suit :

I. L'article 9 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 9.- Les ingénieurs subdivisionnaires stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire. Néanmoins, les ingénieurs subdivisionnaires stagiaires qui peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 10 à 13 de la présente délibération, sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.

Les ingénieurs en chef stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur en chef 2^e classe. Néanmoins, les ingénieurs en chef stagiaires qui peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 10 à 13 de la présente délibération, sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur en chef 2^e classe déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.

La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 10 à 13 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.

Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.

Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.

En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté. »

II. Il est inséré un article 11 bis rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 11 bis.- Lorsque les agents sont classés en application des articles 10 et 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs. »

III. L'article 12 est rédigé ainsi qu'il suit :

« 1°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- 100 % dans un emploi de catégorie A ou équivalente ;*
- 50 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;*
- 25 % dans un emploi de catégorie C ou D ou dans une catégorie équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.*

2°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent. »

IV. L'article 13 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 13.- Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des ingénieurs sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.

Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article. »

V. Il est inséré un article 13 bis rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 13 bis.- Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 10 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.

Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française. »

VI. Le premier alinéa du paragraphe intitulé « Ingénieur en chef de 1^{re} catégorie » de l'article 4 est complété ainsi qu'il suit :

« et aux candidats titulaires d'un diplôme de qualification en physique radiologique et médicale sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat ou d'un diplôme permettant l'exercice des fonctions d'ingénieur qualifié dans le domaine de la santé sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat. »

Article 3.- La délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifiée comme suit :

I. L'article 10 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 10.- Les stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade de technicien. Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 11 à 14 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade de technicien déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois. »

La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 11 à 14 bis s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.

Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.

Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.

En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté. »

II. Il est inséré un article 12 bis rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 12 bis.- Lorsque les agents sont classés en application des articles 11 et 12 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des techniciens. »

III. L'article 13 est rédigé ainsi qu'il suit :

« 1°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- 100 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente ;*
- 50 % dans un emploi de catégorie C ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;*
- 25 % dans un emploi de catégorie D ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.*

2°) Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent. »

IV. L'article 14 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 14.- Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois

des techniciens sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.

Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article. »

V. Il est inséré un article 14 bis rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 14 bis.- Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 11 à 14. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.

Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française. »

Article 4.- Les agents qui n'ont pas bénéficié des dispositions de la présente délibération lors de leur nomination peuvent demander leur application dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération, sur présentation des pièces justificatives. La reprise d'ancienneté ne peut donner lieu à un rappel de traitement.

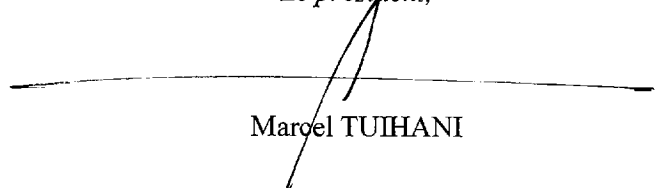
Article 5.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire de séance,



Armelle MERCERON

Le président,



Marcel TUIHANI